

ACCORD D'ASSOCIATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET L'ALGÉRIE

La crise financière ne remettra pas en cause les aides débloquées pour son application

La crise financière mondiale ne risque pas de remettre en cause les aides financières octroyées à l'Algérie dans le cadre de l'accord d'association, entré en vigueur en 2006, avec l'Union européenne, a déclaré hier l'ambassadrice, chef de délégation de la Commission européenne dans notre pays, M^{me} Laura Baeza, lors de son passage au Forum d'El Moudjahid.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - «L'Union européenne établit ses perspectives financières pour une période de cinq ans. Cet argent est donc intouchable», a indiqué madame l'ambassadrice.

Le montant de cette aide s'élève à 2,2 milliards d'euros et a été débloqué pour «accompagner cet accord d'association avec l'Algérie», a-t-elle précisé. Selon M^{me} Baeza, notre pays est suffisamment riche mais il a plutôt besoin d'une assistance technique et d'une expertise dont il ne dispose pas localement.

L'invitée du forum estime que les relations politiques, économiques et commerciales avec l'Algérie sont satisfaisantes. «Elles sont amicales, cordiales et empreintes de beaucoup

de transparence grâce, notamment, aux différentes réunions qui ont eu lieu depuis la mise en application de notre accord d'association», a-t-elle dit.

«Les investissements des entreprises européennes en Algérie ont, eux aussi, enregistré une nette croissance durant ces deux dernières années», a-t-elle ajouté. Interrogée sur les dernières mesures du gouvernement de Ahmed Ouyahia, au sujet des investissements étrangers en Algérie, l'ambassadrice a affirmé mal connaître leur contenu.

Elle a toutefois déclaré s'inquiéter du retour du protectionnisme dans le monde de l'économie, ce qui risquerait, selon elle, d'aggraver davantage la crise financière et de

provoquer la montée en flèche des chiffres du chômage. «Il faut réfléchir, être prudent pour sortir vite de cette crise», a-t-elle suggéré.

Elle rappelle que les discussions se poursuivent pour asseoir un programme visant le développement du climat des affaires entre l'Algérie et l'Union européenne.

Elle explique, avec mesure, que le climat des affaires en Algérie n'est pas totalement assaini, que les investisseurs européens ne sont toujours pas totalement rassurés sur la sécurité de leurs investissements dans notre pays.

«Les investisseurs européens ne se sentiront à l'aise qu'au terme de l'accord d'association qui aura lieu en 2017», a-t-elle signifié, allusions faites aux contraintes bureaucratiques qui freinent le processus d'installation des investisseurs étrangers dans notre pays.

«Globalement, nous sommes satisfaits de nos relations économiques et

commerciales», a-t-elle affirmé. Interrogée sur le fameux accord énergétique et gazier avec l'Algérie, M^{me} Laura Baeza dira que «les discussions suivent toujours leur cours pour l'élaboration d'un mémorandum qui sanctionnera un partenariat énergétique et gazier avec l'UE». Il faut rappeler que le ministre algérien de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, a déclaré récemment que l'Algérie était prête à fournir plus de gaz à l'Europe si les contrats signés le permettent.

Cette déclaration fait suite au conflit gazier russo-ukrainien qui a fait trembler le Vieux Continent pendant plusieurs semaines au début de cet hiver, étant donné que la Russie alimente les pays de l'Union à raison de 42% de sa consommation en gaz naturel.

L'Algérie le fait à hauteur de 12% seulement. Le «chantage» économique, exercé par la Russie sur l'Ukraine pour l'«empêcher» d'accéder à l'Union européenne, a

poussé l'Europe à chercher la diversification de ses sources d'alimentation en gaz naturel.

Le récent entretien de la ministre néerlandaise des Affaires économiques, M^{me} Maria van der Hoeven, avec Chakib Khelil s'inscrivait dans cette perspective de sécuriser les besoins européens en gaz et d'éviter une éventuelle autre crise.

Des réunions auront lieu durant l'année 2009 pour discuter, parallèlement, du volet transport, énergie solaire et environnement, a précisé M^{me} Laura Baeza.

Son Excellence a estimé que le processus de Barcelone «est une grande réussite» même si elle avoue qu'il a échoué à régler le conflit israélo-palestinien qui a bloqué, selon elle, «momentanément», le projet de l'Union pour la Méditerranée (UPM).

«Le secrétariat de l'UPM est momentanément dans l'impasse à cause du conflit israélo-palestinien suite aux

attaques de l'armée israélienne sur la bande de Ghaza. Mais nous allons trouver une solution et les projets qui sont en cours ne peuvent pas être arrêtés», a-t-elle insisté.

Concernant le projet de création d'une zone de prospérité, dans le cadre du processus de Barcelone qui a été reconverti en UPM, Madame l'ambassadrice estime qu'il demeure encore un objectif à atteindre.

S'attaquant aux partisans de l'idée que ce fameux processus est un échec, elle dira qu'«ils se sont mal informés ou pas du tout parce qu'ils n'ont pas voulu tout simplement».

Pour conclure, l'ambassadrice, chef de délégation de la Commission européenne en Algérie, qui a pris ses fonctions à la mi-novembre dernier, affirme suivre de près la présidentielle d'avril prochain, mais «L'union européenne reste neutre et n'a pas l'intention de se prononcer là-dessus».

L. M.

LE TRONÇON BORDJ EL-KIFFAN - LES BANANIERS LIVRÉ EN 2010

Le taux de réalisation du tramway estimé à 37 %

Le premier tronçon du tramway d'Alger qui relie Bordj El-Kiffan aux Bananiers sera livré en 2010. La livraison du second, reliant Bordj-El-Kiffan à Ruisseau, est prévue pour mars 2010, alors que celle du troisième, qui arrive jusqu'à Dergana, est prévue pour février 2011.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les usagers devront néanmoins patienter au-delà des ces dates avant de pouvoir l'emprunter.

Il faudra attendre que les essais à blanc soient effectués avant que le tramway ne soit réellement opérationnel. Le prix du ticket n'a, quant à lui, pas encore été arrêté. Il le sera en fonction du coût final du projet.

En visite sur les différents chantiers de la capitale, le ministre des Transports s'est dit satisfait du taux d'avancement des travaux qui atteint globalement 37%.

Le premier tronçon, dit prioritaire, enregistre le taux le plus élevé avec

62 % de travaux achevés. Le bâtiment de remisage, qui recevra les rames et qui servira pour leur entretien, sera quant à lui livré incessamment.

Alstom voudrait le livrer dans quelques jours, tandis que le maître d'ouvrage tient à ce que le bâtiment soit totalement ter-

miné, pour assurer une livraison dans les meilleures conditions.

Ledit bâtiment est d'une capacité de 42 rames. Les travaux du tramway d'une longueur de 23 kilomètres la ligne ont connu un retard estimé à 4 mois, dû essentiellement aux travaux de déviation des réseaux.

Une entreprise qui a pris une année et qui a souvent ralenti la cadence au regard de la lenteur des interventions des différentes structures

concernées. A cela, il faut ajouter les lenteurs dans l'exécution des décisions d'expropriation.

Au final, le tramway comptera 38 stations, 41 rames, une capacité de 400 personnes par rame avec une rame toutes les 4 minutes et 180 000 personnes transportées par jour. D'autres projets sont prévus pour la capitale, notamment un tramway pour la région ouest et qui arrivera jusqu'à Aïn-Benian.

N. I.

COLLISION ENTRE 2 TRAINS À AÏN NAÂDJA

Le non-respect de la signalisation à l'origine de l'accident

La collision survenue dimanche soir entre un train de banlieue, en provenance de Blida, et un autre en provenance d'Oran, à l'entrée de la gare de Aïn-Naâdja est due à une erreur humaine, selon le ministre des Transports. Amar Tou a révélé que le conducteur du

train a reconnu n'avoir pas respecté la signalisation, en ne marquant pas d'arrêt. Une commission d'enquête a été installée pour déterminer les circonstances exactes de cet accident qui a fait 19 blessés.

N. I.

TRAVAUX PUBLICS

Amar Ghoul inspecte les chantiers d'Alger

Le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, a effectué hier une visite sur plusieurs chantiers de la capitale. Une attention particulière a été donnée au projet de la voie express Aïn Benian-Boufarik sur 23 km. Même si le projet avance à un rythme appréciable, quelques contraintes liées à la déviation des réseaux aérien et souterrain de la Sonelgaz subsistent.

Ces contraintes freinent, en effet, l'avancement des travaux au niveau de certaines sections dont celle reliant l'échangeur de Cheraga-Ouest à Baba-Hassen sur 6 km. Alors qu'une réunion regroupant la Direction des travaux publics de la wilaya d'Alger, le secrétaire général de la wilaya et les représentants de Sonelgaz est prévue ce jeudi, Amar Ghoul a insisté sur le règlement définitif de ce problème.

«Sinon, nous prendrons des mesures administratives et financières à l'encontre de la Sonelgaz», a averti Amar Ghoul en insistant sur la nécessité de libérer totalement l'emprise, et ce, en étroite concertation avec les autorités locales.

Poursuivant sa visite, le ministre des Travaux publics s'est rendu sur le projet d'aménagement du carrefour de Chevalley où il a inspecté les travaux d'habillage des parois internes des trémies avec des installations lumineuses.

Par ailleurs, Amar Ghoul s'est également enquis du niveau d'avancement du projet de trémie de Châteauneuf estimé à 65%. Le projet de bretelle de l'échangeur de la pénétrante des Annassers, les travaux de réaménagement du carrefour Oulmane-Khelifa ainsi que celui des Fusillés ont, eux aussi, été inspectés par le premier responsable du secteur.

Au niveau des différentes étapes de sa visite, Amar Ghoul a insisté sur le respect des délais et de la qualité des ouvrages en les intégrant à leur environnement.

Lotfi Mérad